

Yves Vaillancourt et Christian Jetté, *Les arrangements institutionnels entre l'État québécois et les entreprises d'économie sociale en aide domestique. Une analyse sociopolitique de l'économie sociale dans les services de soutien à domicile*, Montréal, Les Éditions Vie Économique (2009)

Marie-Hélène Deshaies

Volume 18, numéro 1, septembre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1087644ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1087644ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Réseau International sur le Processus de Production du Handicap

ISSN

1499-5549 (imprimé)

2562-6574 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deshaies, M.-H. (2009). Compte rendu de [Yves Vaillancourt et Christian Jetté, *Les arrangements institutionnels entre l'État québécois et les entreprises d'économie sociale en aide domestique. Une analyse sociopolitique de l'économie sociale dans les services de soutien à domicile*, Montréal, Les Éditions Vie Économique (2009)]. *Développement Humain, Handicap et Changement Social / Human Development, Disability, and Social Change*, 18(1), 105–106.
<https://doi.org/10.7202/1087644ar>

Tous droits réservés © Réseau International sur le Processus de Production du Handicap, 2009

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Les arrangements institutionnels entre l'État québécois et les entreprises d'économie sociale en aide domestique. Une analyse sociopolitique de l'économie sociale dans les services de soutien à domicile

Yves Vaillancourt et Christian Jetté
Montréal, Les Éditions Vie Économique (2009)

Recension de Marie-Hélène Deshaies

Recension de livre • Book Review

Mises en place aux lendemains de la *Marche des femmes* de 2005 et des deux sommets socioéconomiques convoqués par le gouvernement québécois en 1996, les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) sont devenues l'un des grands acteurs du réseau de services de soutien à domicile au Québec. Depuis la mise en place du Programme d'exonération financière des services d'aide domestique (PEFSAD) en 1997, une centaine de coopératives et d'organismes à but non lucratif offrent, année après année, des services d'aide domestique à plusieurs dizaines de milliers de personnes sur l'ensemble du territoire québécois. Bien que les grandes orientations de la politique publique québécoise concernant les EESAD aient été l'objet d'un accord informel entre différents acteurs de la société civile, des milieux gouvernementaux et du marché du travail (le « consensus de 1996 »), l'implantation de ces entreprises dans l'univers du soutien à domicile ne s'est pas fait sans heurts : de nombreuses tensions sociopolitiques ont accompagné leur mise en place et leur développement.

L'ouvrage proposé par Yves Vaillancourt et Christian Jetté a pour objectif de faire le point sur l'évolution récente de la situation de ces entreprises en présentant une analyse sociopolitique des enjeux de la construction et de l'évolution des arrangements institutionnels entre l'État québécois et les EESAD de 2003 à 2008. De façon assez ambitieuse, l'ouvrage s'intéresse tant aux contextes et aux processus

qui ont structuré la mise en place de ces arrangements institutionnels qu'à leurs conséquences sur le fonctionnement et les activités des EESAD. Réalisée à partir de différentes sources (recherche documentaire et statistique, entrevues auprès d'acteurs clés, mise à jour de monographies d'EESAD, rencontres de comités et activités de transfert de connaissances), cette étude est la mise à jour d'une recherche plus exhaustive menée en 2000-2003 dont les résultats ont été publiés aux Presses de l'Université du Québec en 2003 (Vaillancourt, Y., F. Aubry et C. Jetté (dir.). *L'économie sociale dans les services à domicile*).

Le premier chapitre du livre présente une brève synthèse du cadre théorique et méthodologique adopté par les auteurs, le lecteur étant invité à se référer à l'ouvrage paru précédemment pour plus de détails. S'appuyant sur les concepts de « coproduction » et de « coconstruction » des politiques publiques, les auteurs y soutiennent l'idée que les EESAD ont la capacité de contribuer à l'amélioration et à la démocratisation des politiques publiques mais que ces potentialités « sont liées à l'instauration de relations démocratiques – c'est-à-dire authentiquement partenariales et bidirectionnelles – entre l'État et les acteurs de l'économie sociale » (p. 25). Le second chapitre propose quant à lui une relecture historique – essentielle à la compréhension de l'ouvrage - du contexte sociopolitique de la mise en place des EESAD et du PEFSAD en 1996 et 1997. Le rôle joué par différents acteurs ainsi que les

alliances qui se sont formées y sont présentés de façon éclairante.

Les troisième, quatrième et cinquième chapitres sont consacrés plus spécifiquement à la période 2003-2008. On y retrouve, dans un premier temps, une description détaillée des principaux éléments de contexte qui ont influencé l'évolution des arrangements institutionnels depuis 2003, parmi ceux-ci mentionnons notamment l'influence de la réforme Couillard et du rapport Ménard, l'adoption par le gouvernement du Québec d'une nouvelle politique de soutien à domicile en 2003 et le problème du sous-financement chronique des différents programmes. Dans un deuxième temps, les auteurs présentent leur analyse de l'évolution des arrangements institutionnels entre l'État québécois et les EESAD de 2003 à 2008. Le diagnostic posé n'est guère réjouissant et rejoint, en grande partie, celui posé en 2003 dans l'ouvrage précédent. Bien que les politiques québécoises aient permis de structurer une offre de services en aide domestique provenant d'entreprises d'économie sociale reconnues, l'actualisation des grands principes du « consensus de 1996 » est demeurée extrêmement limitée que ce soit au niveau des conditions de travail offertes aux préposées, de l'accessibilité et de la qualité des services, du respect du principe de non-substitution d'emploi entre le secteur de l'économie sociale et le secteur public et de la lutte contre le travail au noir.

Loin de s'inscrire dans un processus de « co-construction démocratique et solidaire » des politiques de soutien à domicile, les arrangements institutionnels qui encadrent le travail des EESAD sont « demeurés captifs d'un rapport hiérarchique avec l'État » (p. 152). Ces arrangements qualifiés d'inadéquats et d'insatisfaisants par les auteurs, ont surtout été motivés par « une volonté générale de limiter la production de certains services publics et de profiter du faible coût des services produits par les EESAD » (p. 152).

Les auteurs concluent leurs réflexions en présentant ce qu'ils estiment être les principaux défis à relever pour que les EESAD puissent

améliorer leur situation et contribuer à l'amélioration et à la démocratisation des politiques de soutien à domicile. À l'indexation du PEFSAD et l'amélioration des conditions générales de financement des EESAD, s'ajoutent le renforcement des liens de solidarité entre les réseaux d'EESAD et les deux regroupements nationaux d'économie sociale, le développement d'alliances avec les associations de travailleurs, l'instauration de réelles relations de co-construction avec tous les acteurs publics concernés et enfin, le refus de toute politique publique qui viserait à soutenir en priorité la demande individuelle plutôt que le soutien de l'offre de services.

Cet ouvrage a l'intérêt de présenter une mise à jour bien documentée des changements apportés aux politiques et aux règles encadrant le travail des EESAD depuis 2003 et de proposer un certain nombre de questions fondamentales quant à la capacité des EESAD d'assumer pleinement, dans le contexte actuel, les principes qui sont au cœur de l'économie sociale. Beaucoup d'enjeux y sont abordés mais certains d'entre eux le sont d'une façon un peu expéditive – c'est notamment le cas des questions relatives à la qualité des services et des conditions de travail pour lesquelles il aurait été pertinent de bénéficier de données plus précises, et pourquoi pas, d'entendre un point de vue autre que celui des directions générales d'EESAD. L'ouvrage proposé par Yves Vaillancourt et Christian Jetté propose un portrait intéressant, mais quelque peu éclaté, de la situation actuelle des EESAD. Le lecteur aura cependant tout intérêt à lire ou à relire l'ouvrage paru en 2003 afin d'accéder à une vision plus approfondie des différents enjeux liés à la présence de l'économie sociale dans le secteur de l'aide domestique.

Marie-Hélène Deshaies

Groupe de recherche sur les institutions et les mouvements sociaux (GRIMS), Université de Montréal, Canada

